

Conclusion

Le prix des choses et les choses de prix : richesse et valeur sens dessus dessous

p. 433-449

« La modernité, c'est le transitoire, le fugitif, le contingent, la moitié de l'art, dont l'autre moitié est l'éternel et l'immuable. [...] En un mot, pour que toute modernité soit digne de devenir antiquité, il faut que la beauté mystérieuse que la vie humaine y met involontairement en ait été extraite. »

Charles Baudelaire, *Le peintre de la vie moderne*, 1863, in *Œuvres complètes de Charles Baudelaire*, III, *L'art romantique*, Paris, Calmann-Lévy, 1885, p. 69-70.

L'ambition de ce livre était de proposer quelques fondements d'une critique de l'économie politique et écologique telle que celle-ci est le plus souvent enseignée ou divulguée. Cette critique est rendue nécessaire par les transformations structurelles du capitalisme contemporain qui ont conduit celui-ci dans une crise sans précédent. Sans précédent parce qu'elle conjugue tous les caractères d'une crise classique de suraccumulation du capital avec l'épuisement de la planète dû à un productivisme échevelé. Face à la logique d'accumulation infinie, deux barrières se dressent désormais, qui se renforcent mutuellement : l'impossibilité d'aller au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la force de travail, sous peine de surproduction chronique et de désagrégation sociale que la fuite en avant du crédit et la financiarisation ne peuvent pas compenser durablement, mais au contraire aggraver ; et l'impossibilité de penser et de mettre en œuvre une accumulation infinie sur une planète bornée. La marchandisation du monde est donc tendanciellement condamnée. Cette crise systémique est telle qu'elle provoque même une exacerbation des rapports de force géopolitiques dans le monde ainsi qu'un affaiblissement des procédures démocratiques.

S'il en était encore besoin, la théorie économique qui domine l'enseignement, la recherche, l'information et le gouvernement des hommes et des choses a fourni, à travers cette crise, les preuves de sa vacuité conceptuelle et heuristique, de son inefficacité à guider les politiques économiques, sociales et écologiques, et, par-dessus tout, de son allégeance aux classes dominantes, essentiellement à la bourgeoisie financière devenue mondiale. La « science économique » n'est qu'un vaste corpus idéologique, pétri d'incohérences logiques et de préceptes normatifs défendant des intérêts de classe.

Notre propos était donc d'effectuer un retour à la critique de l'économie politique, mais en offrant à celle-ci une perspective élargie pour prendre en compte la nouvelle dimension écologique de la crise du capitalisme. Projet sans doute ambitieux, mais tout de même limité au socle sur lequel toute théorie se fixant pour objectif d'interpréter les rapports sociaux de production est bâtie : qu'est-ce que la richesse, qu'est-ce que la valeur, quels liens richesse et valeur entretiennent-elles ?

La construction d'une théorie qui se veut aussi générale que possible exclut-elle l'élaboration démocratique ? Non, sans aucune ambiguïté. Mais la participation démocratique à l'élaboration des choix collectifs ne peut pas se faire sur la base de thèses théoriques erronées et, pire, idéologiques dans le sens où elles expriment ouvertement ou de façon voilée les intérêts des classes dominantes. Or, c'est le cas de la plupart des discours économiques qui façonnent les représentations collectives de la réalité sociale. Cette imprégnation est telle que même des approches critiques procèdent à des raccourcis qui les font retomber dans les ornières de la théorie dominante. Nous l'avons vu particulièrement pour les questions relatives à la légitimité de l'activité économique non marchande ainsi que pour celles touchant à ladite valeur de la nature et à la construction d'indicateurs alternatifs, toutes questions qui procèdent de conceptions souvent fausses ou biaisées de la richesse et de la valeur. Face à elles, nous pensons indispensable de reconstruire une théorie susceptible d'intégrer toutes les dimensions de la richesse collective : les parts respectives qui sont valorisées sur le marché ou qui le sont par décision politique, sans oublier qu'elles sont toujours le produit de rapports sociaux, faits de contradictions, de luttes et de compromis provisoires, ainsi que celles qui échappent à toute quantification monétaire. Les

citoyens ont alors sous les yeux et entre les mains les théories concurrentes pour procéder à leurs choix. Un exemple très éclairant de la synergie entre théorie et démocratie peut être trouvé dans l'actualité la plus récente. Tous les néolibéraux et tous les sociaux-néolibéraux veulent diminuer la part des dépenses publiques dans le PIB, c'est même l'enjeu du nouveau Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de l'Union économique et monétaire européenne. Qui devrait mener la discussion politique et décider ? Les citoyens. Sur quelle base argumentaire ? C'est là qu'une théorie montrant la spécificité de la critique de l'économie trouve une place. Évoquant ce sujet, Pierre Dardot et Christian Laval écrivent :

« La critique de l'économie politique ne peut se constituer comme science qu'à la condition de reconnaître la différence de son objet spécifique relativement aux objets des autres sciences. Cette reconnaissance n'est pas sans impliquer elle-même celle d'une réalité donnée antérieurement à tout acte de penser : chaque science prend pour objet une réalité qui existe indépendamment d'elle et qui par conséquent ne doit pas à cet acte d'advenir, pas plus qu'elle ne peut être produite par lui, fût-ce rétroactivement.¹ »

À l'encontre de la quasi-totalité des propositions théoriques sur le « marché » de l'édition économique et écologique, notre thèse est que ce sont la théorie de la valeur et la conception de la richesse esquissées par les classiques Smith et Ricardo, prolongeant certaines intuitions fécondes d'Aristote, et parachevées tout en les bouleversant par Marx, qui offrent aujourd'hui la meilleure piste pour analyser et critiquer les transformations du capitalisme contemporain et l'impasse du mode de développement que celui-ci impose à toutes les sociétés. Toutefois, ce retour aux sources exige de remplir plusieurs conditions. En effet, si nous suivons ici le fil d'Ariane laissé par Marx, en plusieurs endroits nous abandonnons sans regret les voies empruntées par le marxisme traditionnel, notamment celles de la valeur réduite à la marchandise, de la croissance de la richesse réduite à l'accumulation de marchandises, du salaire réduit à un prix économique, de la monnaie réduite à l'argent et au capital, du marché réduit au capitalisme. Toutes ces réductions représentent des variantes du fétichisme qui entoure les rapports sociaux et les catégories économiques. Le rejet de ces réductions est la condition *sine qua non* pour porter une critique radicale des conceptions dominantes, surtout celles qui prétendent faire peau neuve au capitalisme, comme le développement durable ou le capitalisme vert.

1) Richesse et valeur, deux espaces partiellement conjoints, partiellement disjoints

L'intuition d'une différence de nature irréductible entre richesse et valeur revient à Aristote. Il la formule parallèlement à deux autres de ses intuitions : le même objet peut être valeur d'usage et valeur d'échange, et l'économie de la maison n'obéit pas aux mêmes règles et finalités que celles de la chrématistique. Ces intuitions ne sont pas étrangères l'une à l'autre et c'est la crise du capitalisme de ce début du XXI^e siècle qui éclaire particulièrement leur lien. La crise du capitalisme est une crise de production et de réalisation de valeur, d'une part parce que l'exigence de profit finit toujours par se heurter à la limite de l'exploitation du travail, d'autre part parce que l'accumulation est également bornée par les frontières physiques de la planète. Face à cette double contrainte, le capitalisme prépare un nouveau saut dans l'inconnu en tentant de faire reculer les frontières précédentes. Il n'a pas d'autre issue que l'appropriation des connaissances, des ressources, du vivant et leur marchandisation, c'est-à-dire leur soumission à une obligation de rentabilité.

Ce qui n'est que richesse réelle ou potentielle doit donc devenir valeur. Et pas n'importe quelle valeur : valeur destinée à se transformer en capital toujours croissant. Ainsi apparaît un premier caractère séparant la richesse et la valeur : l'espace de la richesse s'étend au-delà de celui de la valeur. Le premier recouvre toutes les formes de valeurs d'usage, qu'elles soient d'origine humaine ou d'origine naturelle : les marchandises et les valeurs d'usage non marchandes produites par le travail, les éléments venant de la nature, indépendamment du travail exercé sur eux et de l'usage actif ou contemplatif qui en est fait. Ce premier espace recouvre aussi des éléments qui sont d'ordre qualitatif parce qu'ils sont constitutifs de la vie en société : l'épanouissement des capacités des individus, les liens sociaux, la démocratie, la justice, la sécurité, la paix, etc. Définis ainsi de manière large, les

¹ Dardot P., Laval C., *Marx, prénom : Karl, op. cit.*, p. 327.

concepts de richesse et de valeurs d'usage peuvent alors être entendus pareillement. Un retour à l'économie politique et à sa critique était donc fondé :

« C'est ainsi que l'opinion ancienne selon laquelle l'homme apparaît toujours comme la finalité de la production, quel que soit le caractère borné de ses déterminations nationales, religieuses, politiques, semble d'une grande élévation en regard du monde moderne, où c'est la production qui apparaît comme la finalité de l'homme, et la richesse comme finalité de la production. Mais, en fait, une fois que la forme bourgeoise bornée a disparu, qu'est-ce que la richesse, sinon l'universalité des besoins, des capacités, des jouissances, des forces productives des individus, universalité engendrée dans l'échange universel ?² »

Le second espace, celui de la valeur, se réduit à la sphère monétaire, qui recouvre aussi bien les marchandises produites au sein du secteur capitaliste que les services non marchands produits au sein du secteur à but non lucratif, dont l'État et les collectivités locales occupent la plus grosse part. L'issue, évoquée plus haut, recherchée par le capital pour sortir de sa crise consiste en un double déplacement de frontières : reculer la frontière qui sépare le marchand du non-marchand, et reculer celle qui sépare le monétaire du non-monétaire. Très souvent, trop souvent, l'élaboration par les institutions internationales de nouveaux indicateurs de richesse et de bien-être est le cache-sexe d'une privatisation-marchandisation.

La difficulté théorique pour repérer la distinction entre richesse et valeur vient du fait que, bien que différents, leurs espaces ont partie commune. Et c'est bien le constat de cette partie commune qui, de Bentham et Say jusqu'aux économistes néoclassiques contemporains, est à l'origine de l'erreur « fondatrice » de la science économique dominante. « Les termes de *richesse* et de *valeur* s'expliquent l'un par l'autre », affirmait Bentham, que Say approuvait, fourvoyant la théorie dans une impasse.

Par conséquent, la critique radicale des présupposés néoclassiques oblige à un réexamen des sources mêmes de l'économie politique. Notre thèse est que l'économie politique, en dépit de ses faiblesses épistémologiques (notamment l'incompréhension de la monnaie et la croyance en des lois économiques naturelles), nous donne la clé pour rouvrir un débat intellectuel sur les concepts de richesse et de valeur, contrairement à ce que prétendent nombre de commentaires actuels, pourtant se situant souvent hors de l'orthodoxie. Et cela malgré le fait que les économistes classiques fondateurs de l'économie politique, surtout Smith et Ricardo, ont eu les yeux rivés sur le démarrage de l'accumulation de marchandises, impulsé par le capitalisme industriel. Évidemment, dans leur perspective, la production de valeur s'identifiait à celle investie par le capitalisme, et Marx reprendra le même schéma pour définir le modèle abstrait du capital. Mais aucun d'eux n'oublia jamais que la valeur n'était qu'une part de la richesse. Cette séparation était fondatrice et, pour nous, elle le reste.

Notre livre s'est attaché à montrer que, tout en restant dans le sillage de la critique de l'économie politique élaborée par Marx, il convenait d'opérer plusieurs amendements à la lettre, sinon à l'esprit, de Marx, et à coup sûr à l'égard du marxisme traditionnel. Le premier amendement, qui ne manque jamais d'étonner les rescapés de ce marxisme, porte sur ce que nous avons appelé le travail productif de valeur (non appropriée privativement) dans la sphère non marchande. Ce concept est directement issu de la distinction opérée par Marx entre procès de travail en général et procès de travail capitaliste. L'erreur des marxistes fut longtemps de prendre la définition du travail productif de valeur destinée au capital pour une définition du travail productif en soi, alors qu'on doit rattacher toute définition du travail productif aux rapports sociaux dans lesquels il est effectué. Ce faisant, on vérifie la cohérence établie entre les niveaux de distinctions épistémologiques suivantes : richesse/valeur, valeur d'usage/valeur d'échange, travail productif de valeurs d'usage monétaires non marchandes/travail productif de valeur d'usage marchandes (monétaires par définition). Il s'ensuit que la « loi de la valeur » énoncée au début du *Capital* dans le modèle idéal-typique dressé par Marx est la *loi de la valeur capitaliste*, et qu'elle n'hypothèque pas la construction d'un cadre théorique dans lequel le travail est la source d'une valeur que la société valide par décision collective.

Ce choix théorique, dont le soubassement méthodologique et épistémologique apparaît nettement, est pour nous une manière de contribuer à la critique de l'économisme, omni-présent dans la théorie néoclassique et parfois aussi dans une certaine vision de l'économie politique et de la critique de celle-ci. Se défaire de l'emprise de la valeur destinée au capital pour donner une place grandissante à de la valeur produite sans recherche de profit et, partant, à de la richesse dont la qualité

² Marx K., *Manuscrits de 1857-1858* (« *Grundrisse* »), *op. cit.*, tome I, p. 424.

sera supérieure à celle que procure la marchandise, n'est pas, ne sera pas, ou n'est peut-être déjà plus, le résultat mécanique du progrès technique, de la multiplication des objets ou, de manière générale, de la croissance économique. Il doit être l'objet du débat démocratique permanent pour mettre en œuvre une véritable transformation des rapports sociaux dans le sens d'une transition sociale et écologique. Et nous touchons au deuxième amendement au corpus marxien : l'abandon définitif de la croyance au développement illimité des forces productives. Cette croyance n'était peut-être pas aussi enracinée dans la tête de Marx qu'on l'a cru ou qu'il l'a lui-même parfois exprimée, mais le fait est qu'elle a été portée par le marxisme historique et qu'elle est encore assez prégnante. Mais notre thèse est que la matrice conceptuelle pour imbriquer l'écologie dans le social et réciproquement est présente dans l'œuvre de Marx, dès l'instant où les deux axiomes suivants sont admis :

- il existe un métabolisme de l'insertion de l'homme dans la nature ;
- le métabolisme interne aux écosystèmes naturels échappe à toute quantification économique.

2) De l'incommensurabilité

Dans ses *Éléments géométriques*, Euclide propose au début du « Dixième élément » une définition des grandeurs commensurables et des grandeurs incommensurables. Il nous dit :

« Grandeurs commensurables, sont celles-là qui sont mesurées par une même mesure. [...] Mais les grandeurs incommensurables sont celles-là qui n'ont aucune commune mesure.³ »

L'exemple le plus classique d'incommensurabilité de deux grandeurs est celui du côté d'un carré et de sa diagonale. Il fut développé dès l'Antiquité pour déterminer un second carré dont l'aire serait le double de celle du premier. Soit a la longueur du côté d'un carré, qui est un nombre rationnel. En vertu du théorème de Pythagore, sa diagonale a une longueur égale à $a\sqrt{2}$. Et le second carré ayant cette diagonale pour côté aura bien une aire égale à $2a^2$. Mais La conclusion d'Euclide est que le rapport entre la diagonale et le côté du premier carré n'est pas un nombre rationnel. Donc ces deux dimensions sont dites incommensurables par Euclide puisqu'elles ne peuvent être comparées avec une même unité de mesure.

Appliquons la méthode euclidienne pour déterminer si la valeur d'une marchandise découlant de la production humaine et la valeur d'un élément naturel sont commensurables. La valeur monétaire d'une marchandise dépend des conditions socio-techniques de production (le travail, l'organisation et la division du travail, pour aller vite) validées par le marché. Ces conditions socio-techniques n'existent pas pour un élément naturel. En reprenant l'exemple des forêts, les instances internationales veulent mesurer la valeur économique des services qu'elles rendent en multipliant la quantité de carbone captée pendant un an par le prix de la tonne de carbone échangée sur le marché des permis d'émission de gaz à effet de serre. Or, ce prix est une catégorie propre à la sphère économique, plus exactement dans ce cas à la sphère financière, dont les caractéristiques sont la volatilité et la spéculation, catégorie qui n'existe pas dans la sphère naturelle. Il n'y a donc pas, au sens d'Euclide, d'unité de mesure qui soit commune à la sphère économique et à la sphère naturelle. L'économie et la nature sont donc incommensurables. CQFD.

Il s'ensuit que la définition de la richesse fondée sur l'addition *capital manufacturé + capital social + capital humain + capital naturel* n'a strictement aucun sens. Ce non-sens se vérifie aussi bien quand on raisonne en stock qu'en flux. Il confine à l'absurde lorsque certains essaient d'introduire dans une équation de stock un flux de services par manque d'évaluation du stock de tel ou tel élément, ou bien dans une équation de flux une variation d'un stock qu'on croit estimer par la réparation du dommage causé auparavant.

En conséquence, la supercherie de la théorie dominante de la richesse et de la valeur comporte trois aspects : elle réduit l'espace de la première à celui de la seconde ; elle subordonne le hors-économique aux critères de l'économique ; elle ignore les conditions sociales de production de la richesse et de valorisation du capital, ce qui est une manière de naturaliser les rapports humains qui, ainsi, ne sont plus sociaux. Cette supercherie peut encore être appréhendée d'une autre manière. L'incommensurabilité entre la nature et l'économie (on pourrait généraliser : entre « les valeurs » et

³ Euclide, *Les Quinze Livres des Éléments géométriques*, traduction de D. Henrion, Paris, 1632, ftp://ftp.bnf.fr/006/N0068013_PDF_1_-1DM.pdf, p. 401.

« la valeur ») est telle que les économistes néoclassiques ne s'aventurent jamais à donner, ni même à estimer approximativement des valeurs absolues, *a fortiori* stables dans le temps, comme il conviendrait pour des valeurs prétendument intrinsèques : l'or *vaut* tant, le pétrole *vaut* tant, l'abeille *vaut* tant, le climat (à travers les permis d'émission de carbone) *vaut* tant, la Bourse *vaut* tant, la monnaie *vaut* tant, etc. Il ne s'agit jamais, dans l'esprit et les paroles de ces économistes, que d'indiquer des variations quotidiennes (ou instantanées pour beaucoup de titres boursiers) : la *cote* monte ou descend, telle est la psalmodie récurrente, ce qui ramène la théorie économique officielle au niveau d'un commentaire de journaliste suivant une étape de montagne du Tour de France, où tout le monde est dopé à l'illusion que la félicité est promise au sommet de la *côte*. Si donc la valeur économique est éphémère, volatile, spéculative, comment peut-on soutenir qu'elle est comparable avec les valeurs éthiques et philosophiques, ou bien, ce qui ne diminue pas le problème, qu'elle puisse se fonder sur elles ou les refléter, comme le proposent naïvement les « reconstructeurs » progressistes français des indicateurs de richesse ? En réalité, le fait que les comptabilités nationales privilégient à travers le PIB les activités monétaires n'est pas dû à une hiérarchie provenant de la conception de ces comptabilités, mais il reflète les structures de la société elle-même et la hiérarchie que l'organisation sociale commande.

L'exemple de la nature illustre les trois aspects de la supercherie néoclassique : les valeurs d'usage procurées par la nature sont ou bien réputées sans valeur parce que prétendument inépuisables, ou bien garanties sauvegardées par la seule instauration d'un prix fictif ; la procédure d'actualisation en vigueur dans l'économie est incapable de donner au temps biologique sa plénitude ; elle postule la substituabilité continue entre des richesses produites par l'homme et celles qui ne sont pas de son ressort. Il faut insister sur l'habileté de cet enchaînement, car celui-ci est indispensable pour imaginer la version faible de la soutenabilité du développement. Comme le sort réservé à la biosphère transmutée en capital naturel est analogue à celui du savoir et du savoir-faire défigurés en capital humain ou encore à celui des liens sociaux transfigurés en capital social, une simple addition est censée donner une valeur à tout, une valeur au tout, puisque la magie du capital opère l'homogénéisation de l'hétérogène par excellence, par nature, oserait-on dire.

Si le marché était capable d'orienter les sociétés vers du mieux-être, les indicateurs purement marchands ou partiellement marchands comme le PIB suffiraient pour en jaloner le parcours. Mais ce n'est pas le cas. Les sociétés peuvent certes utiliser le marché, mais elles ont besoin de se regarder et de s'analyser, d'où les nécessaires indicateurs de répartition et d'inégalités par exemple pour mesurer la soutenabilité sociale, et elles ont aussi besoin de se projeter dans l'avenir, d'où les indicateurs de soutenabilité écologique, sans que les uns ni les autres puissent être intégrés au PIB.

3) Du statut de la valeur fondée sur le travail

Interrogeons un maraîcher, si possible pratiquant l'agriculture biologique car la réponse sera encore plus claire, pour savoir pourquoi les poivrons rouges sont toujours plus chers que les poivrons verts. Aucune hésitation : les poivrons rouges demandent une maturation plus longue, donc plus d'attention, donc plus de travail, d'autant que le risque de pertes ou de maladies est plus grand. Entrons dans une poissonnerie, sur l'étal sont exposées en général trois sortes de saumon : le saumon d'élevage industriel, le saumon d'élevage biologique et le saumon sauvage. Quelle est la hiérarchie des prix entre le kilogramme de chaque espèce ? Autour de 18 euros pour le premier, de 23 pour le deuxième et de 28 pour le troisième. L'étagement des prix reflète la difficulté croissante de la production.

Nous prenons volontairement ces deux derniers exemples dans le domaine agricole et dans celui des ressources halieutiques, parce qu'ils permettent d'intégrer dans la conception de la richesse et de la valeur que nous proposons dans ce livre le point soulevant le plus l'étonnement de beaucoup d'écologistes qui ne saisissent pas en quoi ladite théorie de la valeur-travail permet de prendre en compte l'écologie, et qui vont même la considérer comme antagonique à l'écologie. Sans pouvoir, par définition, tenir compte en quelque manière de la qualité des produits, la diminution du prix enregistre l'augmentation de la productivité du travail comme l'inverse mathématique de la variation de la valeur qui est validée par le marché. En retour, et c'est en cela que la loi de la valeur conserve tout à fait sa pertinence face à la question écologique, l'augmentation du prix du poisson traduira et traduit déjà la baisse de la productivité du travail de pêche au fur et à mesure que la ressource se raréfie. Ainsi est

dévoilé l'un des mystères les plus curieux quand on ouvre n'importe quel livre d'économie : l'explication de la valeur par le travail s'opposerait à celle par la rareté physique. Les livres d'économie, pétris d'idéologie anti-travail, s'obstinent parce qu'ils se refusent à comprendre que le travail implique (au sens logique) la rareté : travail \Rightarrow rareté (celle-ci étant la condition nécessaire de celui-là).

Des conclusions identiques peuvent être tirées à propos de l'ensemble des activités économiques, industrielles ou de services. L'évolution inverse de la productivité du travail et de la valeur des marchandises confirme ce que nous savons déjà. Évidemment la loi de la valeur ne nous dit rien et ne nous dira jamais rien de la qualité ou de l'absence de qualité de la production de marchandises matérielles ou de services, sauf indirectement : si une production de qualité se substitue à une production dégradante pour les hommes qui produisent ou qui consomment et pour la nature, il est fort probable qu'elle requerra plus de travail que l'ancienne. Mesurée monétairement, la productivité de l'heure de travail soutenable socialement et écologiquement sera sans doute plus faible et la valeur unitaire du produit plus élevée en conséquence. La loi de la valeur, en soi, ne nous dira jamais non plus jusqu'à quel degré d'exploitation des ressources l'activité économique pourra aller sans dépasser des seuils irréversibles d'insoutenabilité à long terme, sauf encore indirectement : à condition que la valeur validée socialement, par le marché ou par décision politique, prenne en compte tous les coûts, jusqu'aux plus cachés auparavant ; et à condition aussi que les positions de monopoles, d'appropriation et de concentration de la richesse aient suffisamment régressé pour ne plus voir les prix distordus à cause des rentes de toutes sortes prélevées par les propriétaires du capital ou des ressources.

Le terrible malentendu, au sein de l'écologie politique, au sujet de la théorie de la valeur fondée sur le travail vient du fait que, tant chez ses adversaires que chez certains de ses partisans, on trouve l'idée que le travail étant la seule source de la valeur, cela supposerait que le travail se déroule sans rapport à la nature. Or rien n'est plus faux que cette interprétation : sans la nature, l'homme ne peut rien produire, mais la valeur économique est une catégorie anthropologique – et non pas naturelle – qui se déploie dans un cadre socio-historique. La théorie de la valeur fondée sur le travail explique-t-elle tout ? Absolument pas : elle ne concerne, au niveau global, que la sphère de la production.

Le fil conducteur depuis Marx est que la valeur n'est pas intrinsèque aux objets mais qu'elle est sociale par essence. C'est donc le moment de marquer un point d'étape sur le parcours que nous avons suivi depuis le réexamen de la valeur-travail telle qu'elle était vue par l'économie politique jusqu'à maintenant. Faute de mieux, mais aussi pour marquer un positionnement sans ambiguïté face aux contradicteurs néoclassiques déclarés ou ignorants à la manière de Monsieur Jourdain, nous continuons à nommer en raccourci cette loi de la valeur *théorie de la valeur-travail*, mais nous l'entendons de la manière suivante :

- 1) Ladite loi de la valeur est une loi macro-socio-économique. Cela signifie plusieurs choses.
 - Toute la valeur économique vient du travail, c'est-à-dire il n'est pas de valeur qui ne provienne du travail. Mais cette valeur n'acquiert de reconnaissance sociale qu'à travers l'échange monétaire, que celui-ci soit marchand ou non marchand. En termes comptables, il n'y a pas de valeur ajoutée qui ne soit réductible à du travail social. *A fortiori*, il n'y a pas de composante de la valeur ajoutée, dont le profit, qui ne soit réductible à du travail social.
 - La part de richesse qui ne provient pas d'une production humaine n'a pas de valeur économique. Une expression monétaire de cette part de richesse pour singer le marché ne peut être qu'arbitraire et réductrice à cause de son incommensurabilité à la valeur. Dans le cas où elle est le fruit d'une décision politique, si possible démocratique, parce qu'elle participe à la stratégie de soutenabilité, cette expression monétaire est irréductible à une marchandise, elle a donc un statut de prix politique, fixé à hauteur de la norme à respecter (ainsi en est-il des taxes lorsqu'elles sont appropriées à l'objectif recherché). La valeur du stock de ressources naturelles est inestimable en termes économiques, c'est-à-dire infinie si elles conditionnent la survie de l'espèce humaine, et, de ce fait, ne peut être réduite à une catégorie économique comme feignent de le croire les économistes néoclassiques. En revanche, la mesure de la valeur économique créée par l'exploitation de ces ressources est réductible à du travail, ce qui est étranger à une pseudo-valeur économique intrinsèque des ressources.

2) La loi de la valeur, quoique d'ordre avant tout macro-socio-économique, possède une pertinence aussi à l'échelon inférieur. Cette dimension peut être formulée ainsi :

- La concurrence capitaliste et la tendance à l'accumulation provoquent la redistribution dans l'espace des prix des équivalents monétaires du travail concret effectué dans le temps réel. Telle est l'interprétation que l'on peut raisonnablement donner de l'énoncé marxien : la valeur des marchandises est déterminée par le temps de travail *socialement nécessaire*.
- Si la hauteur à laquelle se fixe la valeur est celle qui est reconnue socialement, soit par le marché, soit par le fait d'une décision politique, cela signifie qu'elle est toujours le reflet d'un rapport de classes ou d'un arbitrage entre les classes. Le fait que la valeur reconnue socialement soit toujours un résultat postérieur à la réallocation entre les secteurs de l'équivalent monétaire des quantités de travail nécessaires en moyenne n'enlève rien à la réalité de ce travail en amont. Substance et forme sont indissociables, dirait Marx.

3) La valeur, issue du travail, redisons-le, s'exprime toujours en monnaie. La résolution des énigmes de la valeur et de la monnaie relève donc de la même enquête théorique.

- La création de monnaie est une anticipation du processus de création de valeur (ou de captation de valeur quand elle est destinée aux activités spéculatives). L'anticipation par le système bancaire de la capacité du système social (en tant que système productif technique couplé à des rapports sociaux) à mettre en œuvre la force de travail pour valoriser le capital est la condition permissive du « saut périlleux » de la marchandise, et par voie de conséquence de la réalisation du profit monétaire. La création de monnaie peut également et doit anticiper l'existence de besoins collectifs, dont la satisfaction viendra de la mise en œuvre de forces de travail éminemment productives de valeur, mais non destinées à servir l'accumulation du capital.
- En aucun cas, les conditions permettant la valorisation du capital par la force de travail ne sauraient être assimilées à la valorisation elle-même. On rejoint ici non seulement l'enseignement de Marx, mais aussi celui de Keynes qui distinguait le facteur travail produisant « toute chose » et les éléments environnants facilitant le travail et dans lesquels celui-ci opérait.
- La compatibilité et la complémentarité des analyses marxienne et kalecko-keynésienne se vérifient dans leur affirmation commune que l'exigence des capitalistes, à savoir le profit pour accroître le capital, nécessite pour être satisfaite une *intelligence* de cette exigence que des « esprits animaux » ne peuvent posséder et que seul l'État capitaliste ou son bras monétaire⁴ (la banque centrale) peut exprimer par la création de monnaie centrale.

4) Les tentatives de proposer des explications du profit alternatives à celle de l'exploitation du travail sont vaines parce qu'elles restent confinées à l'espace du fétichisme de la marchandise et du rapport entre des choses.

- En rompant avec l'économie politique et avec la critique de celle-ci, elles ne peuvent qu'échouer sur le rivage de la science économique moderne néoclassique qui ne peut pas *penser* l'économie dans un cadre social global, qui a besoin pour légitimer la domination du capital et la marchandisation du monde de nier les formes de l'organisation et de la régulation sociales, variables dans le temps et dans l'espace, et d'ériger celles du capitalisme en lois économiques universelles et intemporelles.
- Dès lors, évidemment, le profit ne peut plus être le résultat d'une structuration sociale particulière ; il devient, au gré des modes et des impératifs de légitimation idéologique, un miracle du temps qui s'écoule, une récompense de l'abstinence et/ou du risque tombée des cieux, l'enfant d'une matière morte tenue pour féconde, le capital technique, ou d'une matière fictive tenue pour miraculeuse, la finance.

⁴ Quand il ne s'est pas lui-même amputé, comme au sein des pays membres de l'Union européenne.

5) Sans la nature, l'homme ne peut rien produire, ni en termes physiques, ni en termes de valeur économique.

- Mais ce n'est pas la nature qui produit la valeur. C'est le paradoxe, incompréhensible en dehors de l'économie politique et de sa critique marxienne.
- S'il devient urgent de respecter les contraintes de ressources, il est erroné de croire que cela pourra se faire à partir de la prétendue « valeur économique des services rendus par la nature », car ce qui est appelé ainsi dans la littérature économique bien-pensante est en fait la valeur créée par le travail sur la base des biens naturels utilisés.
- L'activité économique s'insère obligatoirement dans des rapports sociaux et dans une biosphère. On ne peut donc se passer de la nature pour produire collectivement des valeurs d'usage et on ne peut lui substituer indéfiniment des artéfacts. Ainsi, le circuit de la richesse en termes de valeurs d'usage permettant de satisfaire les besoins humains relie le travail et la nature, tandis que le circuit de la valeur, donc strictement économique, relie les humains entre eux et entre eux seulement. De plus, il ne fait pas de doute que ce dernier circuit est parasité, « court-circuité » par l'exigence de profit posée par le capital. Notre conclusion est que, si on abandonnait les catégories de la critique de l'économie politique pour celles exclusives d'une certaine écologie qui surplomberaient tout, on se condamnerait à une démarche bancaire, inverse et miroir de celle qui a conduit à l'échec des sociétés prétendument socialistes du XX^e siècle.

6) La crise du milieu des années 1960 et des années 1970, et plus encore celle en cours depuis 2007, sont des crises de la valeur, dans une double direction :

- Crise de production et de réalisation de la valeur produite par la force de travail, celle-ci trop dévalorisée pour fournir de la plus-value à hauteur des exigences capitalistes et pour servir de débouchés suffisants aux entreprises, sans que le train de vie extravagant des classes riches réussisse à pallier ce manque.
- Crise de production et de réalisation de la valeur à cause de la tension croissante pour s'approprier les ressources naturelles qui s'épuisent. Le rétrécissement prévisible de la base matérielle de l'accumulation est un obstacle incontournable, qui explique l'acharnement à mettre en œuvre les stratégies de « croissance verte » fondées sur la privatisation des connaissances et des ressources, et, de plus en plus souvent, soumises aux nouvelles exigences financières.
- Cette crise de la valeur ne doit pas être assimilée à une crise ou à une disparition de la loi de la valeur en général. Elle en est contraire l'illustration éloquent : parce que le capitalisme tente de soumettre toute activité à la loi de *la valeur destinée au capital*, il approfondit les deux contradictions ci-dessus pour *produire de la valeur*. C'est un nouveau paradoxe que les tenants du capitalisme cognitif ou d'une écologie primaire n'ont pas résolu, mais qui peut l'être par les deux propositions suivantes : la soumission à la loi de *la valeur destinée au capital* conduit à une crise systémique⁵ ; la possibilité d'existence d'une loi de la valeur *débarrassée de la contrainte du capital* n'est pas exclue par la crise contemporaine de *production de la valeur* : une loi de la valeur reflétant les besoins sociaux satisfaits ainsi que les ressources humaines et matérielles *économisées* est parfaitement envisageable.

7) L'intuition d'Aristote, confirmée par l'économie politique et au centre de la quête de l'émancipation qui irrigue l'œuvre de Marx de bout en bout, est que la valeur d'usage doit prendre le pas sur la valeur d'échange. Notre hypothèse est que tous ces penseurs avaient en tête de *mettre la richesse et la valeur sens dessus dessous*.

- Cette intuition sur la valeur d'usage n'implique pas nécessairement une vision utilitariste, dans le sens d'une instrumentalisation du besoin d'activité des humains ou d'une instrumentalisation des ressources naturelles.
- Elle s'inscrit au contraire dans une perspective où ce sont les besoins fondamentaux qui sont prioritaires par rapport à toute autre considération. Besoins fondamentaux dont la satisfaction

⁵ C'est précisément ce que disait Gorz dans ses derniers textes, comme nous l'avons rapporté.

à l'échelle mondiale est incompatible avec la logique capitaliste du profit et de l'accumulation.

- L'extension du domaine où les sociétés protègent ce qui relève du public/collectif/commun est un pas vers l'égalité car la réduction des inégalités viendra moins d'une progression perpétuelle des revenus que de la socialisation du paiement de ce qui est essentiel pour vivre (ce que nous avons appelé la gratuité socialement construite).
- Une économie économe, disions-nous il y a près de vingt ans. C'est-à-dire une économie assez sobre pour éviter les gaspillages et les comportements ostentatoires, assez égalitaire pour donner à chaque individu sa chance et des droits partagés, l'égalité étant une des conditions de la sobriété.
- Une économie qui s'insère donc dans un cadre social démocratique, à l'intérieur duquel la propriété commune prime sur la propriété privée, surtout en ce qui concerne les biens essentiels auxquels tout le monde a droit. Le bornage strict de l'espace marchand et profitable ouvrira-t-il un nouveau chemin vers le socialisme ? Ce n'est pas à un livre de le dire, ce sera à la vie, faite de luttes dans ce sens.
- D'ailleurs, au lieu de gloser sur la vie qui aurait paraît-il un prix, il vaut mieux, à tout prendre s'en remettre au bon vieux dicton : la vie n'a pas de prix mais elle a de la valeur. On dit : elle a *de la valeur*. Mais c'est d'une autre valeur dont on parle, qui est étrangère à celle de l'économie.

Ce serait une belle façon de distinguer le prix des choses et les choses de prix, ce qui a une certaine valeur et ce qui est inestimable.